

# CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DU [SITE LEGAL DATA SPACE](#)

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DU SITE</b> .....	<b>1</b>
1. MODE D'EMPLOI DES PRÉSENTES CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION (CGU).....	2
Entrée en vigueur et modification.....	2
Définitions.....	2
Contact.....	3
2. OBJET ET FINALITÉ DES PRÉSENTES CGU.....	3
3. IDENTIFICATION DE L'ÉDITEUR ET CADRE RÉGLEMENTAIRE.....	4
4. ACCÈS AU SITE.....	4
5. NATURE DES INFORMATIONS ET LIMITES DE RESPONSABILITÉS.....	5
6. CONDITIONS D'UTILISATION DU SITE.....	5
7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	5
8. ACCÈS AUX SERVICES ET ARTICULATION AVEC LES SERVICES D'INTERMÉDIATION.....	6
9. PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT.....	6
10. SÉCURITÉ DU SITE.....	7
11. DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	7
12. ÉVOLUTION DU SITE ET DES PRÉSENTES CGU.....	7
13. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE.....	7

# 1. MODE D'EMPLOI DES PRÉSENTES CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION (CGU)

Le Legal Data Space constitue une infrastructure numérique mutualisée, conçue pour permettre le partage sécurisé, la circulation contrôlée et la valorisation des données juridiques publiques et privées. Dans ce cadre, la société LEGAL DATA SPACE fournit à ses Clients et Utilisateurs un ensemble de services numériques, de solutions SaaS et d'outils d'interopérabilité destinés à faciliter :

- l'accès à des données juridiques fiables et structurées ;
- le développement, le déploiement et l'exploitation d'agents d'intelligence artificielle juridique ;
- la contractualisation et la gouvernance des échanges de données ;
- la traçabilité, la conformité et la sécurité des flux de données.

Le Legal Data Space s'inscrit dans le cadre réglementaire européen applicable, notamment le Data Governance Act, le Data Act, le RGPD et l'AI Act. Il agit en qualité d'intermédiaire de données, garantissant un rôle de tiers de confiance entre les fournisseurs de données, les utilisateurs et les développeurs de services. Sa finalité est double : d'une part, favoriser l'émergence d'une IA juridique souveraine et fiable, et d'autre part, permettre aux acteurs du droit de conserver la maîtrise de leurs données tout en participant à leur valorisation collective, via des plateformes spécifiques.

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (CGU) ont ainsi vocation à constituer le socle contractuel commun applicable à l'ensemble des relations entre la société LEGAL DATA SPACE, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro **990 060 956**, dont le siège est situé **282 rue des Pyrénées, 75020 Paris**, représentée par **M. Thomas Saint-Aubin**, Président dûment habilité, et ses Utilisateurs, clients, partenaires et différents contributeurs naviguant sur son Site.

Elles doivent être lues en articulation avec les documents contractuels spécifiques applicables à chaque relation, notamment les devis, bons de commande, contrats-cadres, conditions particulières, ainsi que les règles de gouvernance du Legal Data Space (Rulebook). Ces documents précisent les conditions opérationnelles, techniques et financières propres à chaque service ou projet.

Les contenus présents sur le Site ont également pour objet d'explicitier les principes structurants du Legal Data Space, en particulier son rôle d'intermédiaire de données, ses mécanismes de gouvernance, ainsi que les conditions de partage, d'utilisation et de valorisation des données juridiques.

## Champ d'application

Les CGU s'appliquent à tout Utilisateur testant ou souscrivant à un Service du Legal Data Space ; tout Client (personne physique ou morale agissant à titre professionnel) souscrivant à un abonnement ou à une prestation LDS ou toute entité participant à la gouvernance, au Rulebook ou aux programmes de contribution de données, de modèles ou d'agents IA naviguant sur le Site.

## Entrée en vigueur et modification

Les présentes CGU s'appliquent à compter du **1er novembre 2025**.

Elles peuvent être modifiées par **SAS LEGAL DATA SPACE**, qui notifiera les Clients par voie électronique ou lors du renouvellement ou de la validation en ligne des Services.

## Définitions

- **Cadre réglementaire applicable** : désigne l'ensemble des dispositions du droit de l'Union européenne et, le cas échéant, du droit national, encadrant la collecte, le traitement, le partage et l'exploitation des données ainsi que le développement et l'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle ; comprenant notamment le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD ») relatif à la protection des données à caractère personnel, le Règlement (UE) 2022/868 du 30 mai 2022 (« Data Governance Act » ou « DGA ») relatif à la gouvernance européenne des données, le Règlement (UE) 2023/2854 du 13 décembre 2023 (« Data Act ») relatif à l'accès aux données et à leur utilisation, le Règlement (UE) 2024/1689 du 13 juin 2024 (« AI Act ») établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle. Ce cadre est entendu comme évolutif et inclut toute réglementation venant le compléter ou le remplacer.
- **Legal Data Space ("LDS")** : désigne l'infrastructure numérique européenne visant à organiser le partage, la mise à disposition et l'exploitation de données juridiques dans un cadre sécurisé, interopérable et souverain, conformément au droit de l'Union européenne et aux règles de gouvernance applicables à l'écosystème qu'elle fédère.
- **Opérateur** : désigne l'entité juridique responsable de l'édition, de la gestion et de l'exploitation du Site ainsi que, le cas échéant, de la mise en œuvre des services associés au Legal Data Space. L'Opérateur agit notamment, selon les cas, en coordination avec l'association Droit.org et peut intervenir en qualité de prestataire de services d'intermédiation de données au sens du Data Governance Act.
- **Site** : désigne le site internet accessible à l'adresse [www.legaldataspace.eu](http://www.legaldataspace.eu), ainsi que l'ensemble des pages web, contenus, fonctionnalités et services qui y sont proposés. Le Site constitue notamment un point d'accès aux informations relatives au Legal Data Space ainsi qu'aux services, ressources et dispositifs qui y sont associés.

- **Utilisateur** : désigne toute personne physique ou morale accédant au Site, quel que soit le mode d'accès ou la finalité de sa consultation, qu'il s'agisse d'une simple navigation, d'une utilisation des fonctionnalités proposées ou d'un accès à des services associés. L'Utilisateur agit sous sa responsabilité propre et s'engage à respecter les présentes conditions générales d'utilisation ainsi que le Cadre réglementaire applicable.

## Contact

- Support : [support@legaldataspace.eu](mailto:support@legaldataspace.eu)
- Sécurité : [rssi@legaldataspace.eu](mailto:rssi@legaldataspace.eu)
- Délégué à la protection des données : [dpo@legaldataspace.eu](mailto:dpo@legaldataspace.eu)

## 2. OBJET ET FINALITÉ DES PRÉSENTES CGU

Les présentes conditions générales d'utilisation (ci-après les « CGU ») ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles les Utilisateurs accèdent au site internet accessible à l'adresse [www.legaldataspace.eu](http://www.legaldataspace.eu) (ci-après le « Site »), consultent les contenus qui y sont proposés et, le cas échéant, accèdent aux services qui y sont référencés.

Le Site constitue à la fois :

- un espace d'information relatif aux activités du Legal Data Space ;
- un point d'accès à un écosystème de services, ressources et dispositifs techniques destinés à organiser le partage et la circulation de données juridiques ;
- une interface permettant l'orientation vers des services d'intermédiation de données susceptibles d'être fournis dans un cadre contractuel distinct.

Les présentes CGU s'appliquent à tout Utilisateur du Site, quel que soit son statut, indépendamment des conditions contractuelles spécifiques pouvant régir l'accès à certains services.

## 3. IDENTIFICATION DE L'ÉDITEUR ET CADRE RÉGLEMENTAIRE

Le Site est édité par l'entité opérant le Legal Data Space (ci-après l'« Opérateur »).

L'Opérateur développe et exploite une infrastructure de partage de données juridiques s'inscrivant dans le cadre des espaces de données européens.

À ce titre, l'Opérateur est susceptible d'intervenir, pour tout ou partie des services accessibles via le Site, en qualité de prestataire de services d'intermédiation de données au sens du règlement (UE) 2022/868 du 30 mai 2022 relatif à la gouvernance européenne des données (Data Governance Act).

Dans ce cadre, l'Opérateur exerce une fonction de tiers de confiance consistant à organiser, sécuriser et encadrer la mise à disposition de données entre des détenteurs et des Utilisateurs, dans le strict respect des principes de neutralité, de transparence, de sécurité ; incluant notamment l'absence d'exploitation des données pour son propre compte.

Les présentes CGU ne régissent pas en tant que telles les services d'intermédiation, lesquels font l'objet, le cas échéant, de conditions contractuelles spécifiques, mais en exposent les principes directeurs afin d'assurer une information transparente des Utilisateurs du Site.

## **4. ACCÈS AU SITE**

L'accès au Site est libre et gratuit, sous réserve de disposer d'un accès à un réseau de communications électroniques.

L'Opérateur s'efforce d'assurer un accès au Site dans des conditions normales d'utilisation, sans toutefois garantir une disponibilité permanente, une absence d'erreurs ou une continuité ininterrompue.

Il se réserve la faculté, sans préavis, de suspendre, restreindre ou interrompre l'accès à tout ou partie du Site, notamment pour des raisons de maintenance, de sécurité, d'évolution technique ou de mise en conformité réglementaire.

## **5. NATURE DES INFORMATIONS ET LIMITES DE RESPONSABILITÉS**

Les informations, contenus et documents accessibles sur le Site sont fournis à titre informatif et ont vocation à présenter les activités, services et orientations du Legal Data Space.

Ils ne sauraient être interprétés comme constituant une offre contractuelle, un conseil juridique, ni un engagement ferme de la part de l'Opérateur.

En outre, l'Opérateur s'efforce d'assurer l'exactitude et la mise à jour des informations diffusées, sans pouvoir en garantir l'exhaustivité ni l'absence d'erreur.

L'Utilisateur reconnaît utiliser ces informations dans les conditions définies ci-après, sous sa responsabilité exclusive.

## 6. CONDITIONS D'UTILISATION DU SITE

L'Utilisateur s'engage à utiliser le Site de manière loyale, conforme à sa destination et dans le respect des lois et règlements applicables.

Il s'interdit notamment :

- de porter atteinte au bon fonctionnement du Site, notamment par l'introduction de codes malveillants ou par des tentatives d'intrusion ;
- de détourner les fonctionnalités du Site de leur finalité ;
- d'accéder ou de tenter d'accéder de manière non autorisée aux systèmes ou données associés au Site ;
- d'utiliser les informations disponibles à des fins illicites ou contraires aux intérêts de l'Opérateur ou des tiers.

Tout manquement est susceptible d'entraîner la suspension de l'accès au Site, sans préjudice des actions civiles ou pénales pouvant être engagées.

## 7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'ensemble des éléments composant le Site, notamment les textes, structures, bases de données, documents, contenus éditoriaux, éléments graphiques, logos et signes distinctifs, sont protégés par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et, le cas échéant, par toute réglementation équivalente.

Sauf mention contraire, ces éléments sont la propriété exclusive de l'Opérateur ou font l'objet de droits d'utilisation concédés à celui-ci.

Toute reproduction, représentation, adaptation ou exploitation, totale ou partielle, sans autorisation préalable et écrite, est strictement interdite.

## 8. ACCÈS AUX SERVICES ET ARTICULATION AVEC LES SERVICES D'INTERMÉDIATION

Le Site peut donner accès, directement ou indirectement, à des services numériques, ressources ou environnements techniques relevant du Legal Data Space.

Ces services peuvent inclure des fonctionnalités de partage, de mise à disposition, de structuration ou d'exploitation de données juridiques.

Lorsqu'ils relèvent du régime des services d'intermédiation de données, ces services sont fournis dans le respect des exigences du règlement (UE) 2022/868, notamment en ce qui concerne :

- l'absence d'utilisation des données pour le compte propre de l'Opérateur ;
- la neutralité dans la mise en relation des parties ;
- l'indépendance des conditions économiques ;
- la transparence des conditions d'accès et d'utilisation.

L'accès à ces services est susceptible d'être subordonné à l'acceptation de conditions contractuelles spécifiques, distinctes des présentes CGU.

## 9. PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

Le Legal Data Space repose sur une architecture visant à garantir un partage contrôlé, sécurisé et interopérable des données juridiques.

Dans ce cadre, l'Opérateur met en œuvre des mécanismes destinés à assurer :

- la séparation entre les fonctions d'intermédiation et toute autre activité ;
- la limitation des usages des données aux finalités définies par les parties ;
- la traçabilité des échanges et des accès ;
- la sécurité des systèmes et des flux de données ;
- l'interopérabilité avec d'autres environnements techniques reposant sur des standards ouverts.

Ces principes structurent l'ensemble des services accessibles via le Site, même lorsqu'ils ne sont présentés qu'à titre informatif.

## 10. SÉCURITÉ DU SITE

L'Opérateur met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité du Site et de limiter les risques d'accès non autorisé, d'altération ou de perte de données.

Toutefois, l'Utilisateur reconnaît que l'utilisation des réseaux de communications électroniques comporte des risques inhérents et qu'aucune garantie absolue de sécurité ne peut être apportée.

D'autre part, le Site peut contenir des liens vers des sites tiers ou des ressources externes. L'Utilisateur garde à l'esprit que ces liens sont fournis à titre informatif. L'Opérateur n'exerce aucun contrôle sur ces sites et décline toute responsabilité quant à leur contenu, leur fonctionnement ou leur conformité aux règles applicables.

## 11. DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les traitements de données à caractère personnel réalisés dans le cadre de l'utilisation du Site sont encadrés par la politique de confidentialité accessible sur le Site.

Lorsque des services d'intermédiation impliquant des données personnelles sont proposés, ils intègrent des mécanismes permettant d'assurer une information transparente des personnes concernées, ainsi que la gestion des autorisations et des consentements, conformément à la réglementation applicable.

## **12. ÉVOLUTION DU SITE ET DES PRÉSENTES CGU**

L'Opérateur se réserve le droit de faire évoluer à tout moment le contenu du Site, ses fonctionnalités et les présentes CGU, afin notamment de tenir compte des évolutions techniques, économiques ou réglementaires.

Les CGU applicables sont celles en vigueur à la date de la consultation du Site.

## **13. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE**

Les présentes CGU sont régies par le droit français et interprétées à la lumière du droit de l'Union européenne.

Tout litige relatif à leur interprétation ou à leur exécution relève de la compétence des juridictions compétentes, sauf disposition impérative contraire.